

LE DESSOUS DES CARTES

PAR FRANÇOIS BONNET

Libye. L'addition et les mensonges

Cafouillages à Paris, coups de clairon à Tripoli. En deux semaines, l'affaire de la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien a pris toutes les allures d'un scandale. Elle est le premier loupé grave de l'équipe Sarkozy qui devrait avoir à s'expliquer à la rentrée devant une commission d'enquête parlementaire. Le joli coup médiatique de Cécilia pourrait ainsi se muer en un sparadrap collant aux basques du gouvernement.

Car un homme parle trop dans cette affaire. C'est Saïf al-Islam, le fils Kadhafi, qui distille les confessions, obligeant chaque fois la partie française à réagir, esquiver, démentir, reconnaître, le tout dans le désordre. Le président Sarkozy, a parlé trois fois. Cela n'a pas suffi. Bernard Kouchner, Claude Guéant, David Martinon, Jean-Pierre Jouyet, Hervé Morin sont entrés dans la danse. Toutes ces déclarations n'éclaircissent en rien les conditions de la libération des infirmières, quand elles ne se contredisent pas !

Saïf al-Islam Kadhafi, lui, s'amuse et rend public le montant de l'addition en parlant d'abord au *Monde*, puis, cette semaine, à l'hebdomadaire *Newsweek*. « Au moins 300 millions d'euros » pour l'hôpital de Benghazi ; « quelque chose comme 400 millions d'euros » pour les familles des enfants contaminés par le virus du sida ; « l'effacement de la dette » de la Libye auprès de plusieurs pays européens – probablement quelques centaines de millions d'euros ; les contrats d'armement passés avec EADS (168 millions d'euros pour des missiles

Milan et 128 millions pour un système de télécommunications) ; et, enfin, « un gros réacteur nucléaire que nous allons acheter à la France, c'est très cher, je ne sais pas, des milliards... »

« Il n'y a pas eu de contrepartie », martèle Nicolas Sarkozy. A en croire les petits calculs du fils Kadhafi, c'est pourtant en milliards d'euros qu'il faut parler pour évoquer les nombreux deals ayant entouré la libération des infirmières et du médecin ! Aucun rapport, se défend-on



Saïf al-Islam Kadhafi contredit l'Élysée.

à Paris, comme si un heureux hasard de calendrier expliquait seul cette avalanche d'accords !

La réalité est tout autre. Officiellement réintégrée dans la communauté internationale depuis 2003 et 2004, avec l'abandon de son programme d'armes de destruction massive, puis les accords d'indemnisation des victimes des actes terroristes fomentés par le régime Kadhafi, la Libye demeurerait *de facto* un Etat paria. A Bruxelles comme à Londres et à Paris, il était acquis que rien ne se ferait en matière de coopération et de ventes d'armes tant que les infirmières et le médecin

ne seraient pas libérés.

Nicolas Sarkozy, évidemment au courant des négociations sur les ventes d'armes – engagées dès 2004 et ayant donné lieu à plusieurs réunions interministérielles –, aura beaucoup de mal à accrédi-ter la version que la négociation n'a pas porté sur un « paquet » global. De même, il lui faudra bien s'expliquer sur les conditions demandées par le Qatar, subitement appelé à la rescousse par Paris pour financer une bonne part de l'accord !

EN DEUX MOTS

Gidon Spiro* : « Israël doit renoncer au nucléaire »

Marianne : *Les opposants à l'arsenal nucléaire israélien sont ultraminoritaires. Pourquoi ?*

Gidon Spiro : La bombe atomique et la centrale nucléaire de Dimona sont malheureusement aussi sacrées que le Mur des lamentations pour la grande majorité des Israéliens. Il n'y a aucun débat public. Tout le monde est d'accord pour mettre ce sujet sous le boisseau et considérer toute discussion comme dangereuse pour la sécurité et la dissuasion.

Cette attitude ne résulte-t-elle pas des menaces de destruction lancées par l'Iran ?

G.S. : Pas du tout. Le problème, ce n'est pas l'Iran mais Israël : nous avons montré l'exemple depuis longtemps en développant sans aucun contrôle international un armement nucléaire. Et ce, bien avant que le régime iranien s'y lance à son tour. Israël doit renoncer à son arsenal nucléaire, sinon toutes les sanctions que le monde pourra imposer n'empêcheront pas l'Iran de se doter en fin de compte de l'arme atomique.

Que réclamez-vous ?

G.S. : En premier lieu, que les pays étrangers cessent leur aide à Israël dans le domaine nucléaire. Sur le front intérieur, il est inconcevable que le Parlement n'ait aucun contrôle et que personne ne sache quelle est la chaîne de commandement qui pourrait aboutir à la décision d'appuyer sur le bouton. Bref, il faut que la politique du mensonge qui consiste à répéter depuis quarante ans le même slogan « Israël ne sera pas le premier pays à introduire l'arme nucléaire dans la région » cesse une fois pour toutes •

Propos recueillis par Julien Lacorie

* Coordinateur de la section israélienne du Comité pour un Moyen-Orient sans armes nucléaires, biologiques et chimiques.

LES CHIFFRES

190 000 et 17.

Mon premier est le nombre d'armes perdues par l'armée américaine en Irak. Depuis 2003, le Pentagone équipe les forces de sécurité irakiennes. Mon second est le nombre de ministres démissionnaires ou qui refusent désormais de participer au gouvernement irakien : les jours du Premier ministre Nouri al-Maliki, rejeté par près de la moitié de ses collègues, sont comptés •